La notion juridique d'intérêt public en domain d'expropriation

**Najem Al Ahmad
Faculty of Law
Damascus University**

Résumé

Le droit de propriété est l'un des principaux piliers dans les différents régimes juridiques. Il est garanti dans toutes les lois. Les Constitutions et les déclarations des droits de l'homme, mais la protection de ce droit ne le rend pas ni droit absolu ni inviolable. De ce fait, la loi intervient pour tracer les limites de la propriété et pour déterminer sa fonction sociale. Sur cela il a été décidé de déposséder le propriétaire de sa propriété en dehors du cadre constitutionnel général prévoyant la protection du droit de propriété.

En général, la réalisation de l'utilité publique est la raison d'être de l'Etat et l'origine de son entité. En outre, la protection de l'utilité publique constitue la préservation et la performance de sa fonction. Cependant, l'intervention de l'Etat et l'exercice de ses pouvoirs publics, voire ses pouvoirs exceptionnels, s'inscrivent dans le cadre de l'utilité publique, d'autant plus que l'étendue de cette intervention est conditionnée par l'ampleur de l'utilité publique qui justifie son action.

L'idée de l'utilité publique est étroitement liée aux libertés des individus. Elle est la justification de la violation de ces libertés. Par conséquent, il est fort important pour défendre les intérêts des individus et garantir leur respect de préciser la portée de l'expression de "l'utilité publique".

La notion d'utilité publique, sur le plan de l'expropriation, est revêtue d'un caractère particulier. De plus, elle acquiert une importance proportionnée par le degré du respect accordé par la société au droit de propriété et les préjudices subis par le propriétaire résultant de l'expropriation qui éteint entièrement ce droit.